

INVESTISSEMENT lundi 23 mars 2009

## Fonds socialement responsables: l'intérêt subsiste malgré la crise

Jean-Pascal Baechler



(Simon)

**La crise n'a pas entamé l'intérêt pour l'investissement socialement responsable (ISR). Selon une étude du cabinet spécialisé OnValues, ces produits ont enregistré l'an dernier des afflux de 1,6 milliard de francs en Suisse, contre des sorties de 22,9 milliards pour les fonds traditionnels comparables.**

La crise n'a pas entamé l'intérêt pour l'investissement socialement responsable (ISR). Selon une étude du cabinet spécialisé OnValues, ces produits ont enregistré l'an dernier des afflux de 1,6 milliard de francs en Suisse, contre des sorties de 22,9 milliards pour le fonds traditionnels comparables (actions et allocation d'actifs). Les fonds thématiques, comme les énergies propres, ont naturellement souffert. Mais l'afflux dans des produits plus diversifiés, en actions, en obligations ou en allocation d'actifs a compensé ces retraits.

«Les fonds durables continuent de gagner des parts de marché. C'est particulièrement visible chez les institutionnels suisses», souligne Sander van Eijkern, directeur de la maison spécialisée Sustainable Asset Management (SAM). C'est une bonne nouvelle pour les organisateurs du Geneva Forum for Sustainable Investment qui se tient mercredi et jeudi à Genève.

Il reste que les portefeuilles ISR, c'est-à-dire gérés selon des considérations financières, mais aussi sociales, environnementales ou éthiques, ont subi d'énormes baisses, comme le reste du marché et que les souscriptions ont à peine amorti le choc. Leur fortune a fondu de 39%, à 21 milliards, contre une chute de 40% à 214 milliards pour tous les fonds actions et diversifiés. L'ISR a débuté il y a de nombreuses décennies par l'exclusion de portefeuilles de sociétés œuvrant dans le péché, alcool, tabac, armement ou jeu. L'essor a débuté aux Etats-Unis dans les années 1980 et en Europe dans les années 1990, avec une nouvelle approche, la sélection de sociétés jugées exemplaires, même dans des domaines comme le pétrole. Autre approche: utiliser les droits des actionnaires pour influencer l'entreprise.

En Suisse, les investissements ISR sont partis de presque zéro en 1996 pour culminer à 34 milliards en 2007, soit une croissance moyenne 70% par an. La demande provient aux deux tiers des caisses de pension, principalement publiques, rappelle un travail de diplôme réalisé à la Haute Ecole de gestion de Genève. Quant aux particuliers, seuls 7,6%, ont investi dans de tels produits, d'après ce travail. Il s'agit en majorité de cadres à revenu élevé, qui admettent souvent qu'il s'agit d'un moyen de se donner bonne conscience.

«L'ISR est présenté comme la finance sans ses excès», observe Noël Amenc, professeur de finance à l'école de commerce française EDHEC. Le domaine fait l'objet d'un marketing intense, où pratiquement toutes les banques, grandes, privées, cantonales ou coopératives veulent se profiler.

Le discours a aussi évolué: «L'ISR vient d'une pensée où on est prêt à sacrifier des profits en échange d'un bénéfice éthique», observe Guido Palazzo, professeur en gestion à l'Université de Lausanne. L'industrie financière est venue en affirmant le contraire: à long terme, la responsabilité est synonyme de profits supérieurs, grâce au développement de nouvelles technologies et de risques réduits, en évitant les catastrophes sociales, juridiques et industrielles. Cela reste à prouver: «Nous avons étudié une soixantaine de fonds et n'avons rien trouvé de tel», ajoute Noël Amenc. Les chiffres tendraient même à montrer l'inverse (sous-performance pour davantage de risques financiers). Mais la différence n'est pas significative; elle peut-être due au hasard. L'ISR est jeune et les données disponibles ne sont pas suffisantes pour permettre des jugements définitifs.